

## Tribune.

« *Fermer nos frontières* », telle serait pour certains la leçon à retenir de la crise sanitaire, une mesure qu'on aurait dû adopter de longue date. Mais les fermer à qui ? Aux seuls migrants ou à tous les voyageurs internationaux ? Dans nos cerveaux, le projet d'ouvrir ou de fermer les frontières est associé à la politique migratoire.

Or, le virus ne fait aucune différence entre le migrant et le voyageur. Il n'a pas d'idéologie, il obéit à la loi des grands nombres et à cette donnée de base : l'immigration représente une part minimale des passages aux frontières, moins de 1 %. Une politique de confinement national qui allégerait la protection sanitaire pour cibler les migrants tout en négligeant 99 % des passages de frontière renouerait avec les errements du passé, bien décrits par l'historien [Antonin Durand](#) dans un article de la revue en ligne *De facto*.

## La France a délivré en 2019 environ 270 000 titres de séjour d'au moins un an à des migrants non européens

La somme des franchissements de frontière enregistrés dans le monde en 2018 pour des séjours de moins d'un an s'élève à 1,4 milliard, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Malgré l'essor des communications à distance, ce nombre a progressé de 50 % en dix ans. Voyages de loisir pour une grosse moitié, mais aussi visites aux proches, voyages d'étude, pèlerinages, déplacements professionnels (stages, missions, travaux saisonniers). Sans surprise, l'Europe concentre la moitié des entrées aux frontières. Or le record mondial revient à la France : pas moins de 89 millions d'entrées en 2018, migration non comprise. Devant l'Espagne (83 millions), les Etats-Unis (80 millions), la Chine (63 millions) et l'Italie (62 millions).

Il est plus difficile d'estimer le nombre d'entrées à des fins de migration permanente. Mais l'ordre de grandeur est cent fois moindre. La France a délivré en 2019 environ 270 000 titres de séjour d'au moins un an à des migrants non européens – dont une part vivaient déjà sur place sans papiers (ce qui empêche d'additionner simplement les illégaux aux légaux). S'ajoute à ce noyau une partie des 170 000 demandeurs d'asile, « dublinés » compris : ceux qui n'obtiennent ni le statut de réfugié ni une régularisation pour raison familiale ou autre (et, donc, ne figureront pas dans la statistique des titres des années suivantes). Au total, en calculant large et sans doubles comptes, on peut estimer à 400 000 environ le nombre d'entrées annuelles de migrants non européens sur le territoire français. Quant aux citoyens de l'Union européenne, qui peuvent s'installer sans titre de séjour, les enquêtes de l'Insee estiment leur afflux, bon an mal an, autour de 140 000.

# Déguiser une politique migratoire en politique sanitaire

Ainsi, chaque année en France, 540 000 entrées environ relèvent de la migration, ce qui est très peu sur l'ensemble des 90 millions d'entrées provisoires ou durables : 0,6 %. Même assortie d'une grosse marge d'erreur, c'est une donnée incontournable pour le contrôle sanitaire. Les contrôles aux frontières pour ralentir la propagation des épidémies sont légitimes, mais rien ne justifie de les réserver aux migrants, alors que les voyageurs internationaux sont de 140 à 200 fois plus nombreux. Ce serait déguiser une politique migratoire en politique sanitaire.

Or la confusion est courante. Dans un entretien récent (*Le Figaro* du 14 avril), Philippe de Villiers jubile : l'épidémie a sonné le glas du mondialisme, la France rentre dans ses frontières et les multiplie à l'envi en interne, sous forme de gestes barrières. Et de fustiger la mondialisation, coupable d'avoir favorisé « *quatre crises mortelles : sanitaire, migratoire, économique, et bientôt financière* ». J'invite M. de Villiers à se pencher sur un fleuron de la mondialisation qu'il connaît bien, le parc du Puy du Fou. Son site multilingue (français, anglais, espagnol, italien, allemand, néerlandais, russe et chinois) vante la part croissante des visiteurs étrangers (+ 38 % en 2018) et arbore le titre de « meilleur parc du monde » décerné par... le site Internet TripAdvisor. Et j'imagine qu'il ne discrimine pas les immigrés à l'embauche. On le voit, l'intérêt bien compris n'a que faire de l'idéologie du confinement national. Libéré de la crise, le parc vendéen saura renouer avec le succès en misant à nouveau sur la mondialisation.

On a pris conscience dans la crise que les métiers à forte utilité sociale mobilisent les immigrés plus qu'à leur tour. On vérifie aussi que, sans la clientèle étrangère, des secteurs entiers sont sinistrés. Les 89 millions d'entrées de l'année 2018 ont produit 140 millions de nuitées de non-résidents – autant que les nuitées de clients français ! Le Louvre ne serait pas le premier musée de la planète s'il ne vendait pas 75 % de ses billets à des étrangers. Et ainsi de suite.

Vous rêviez d'un monde appliquant sans faille l'idéologie du « confinement national » ? La fermeture des frontières à la faveur de l'épidémie vous en apporte la preuve expérimentale : un monde sans migrants ni visiteurs étrangers est un monde à l'arrêt ou sévèrement amputé. C'est un monde où les citoyens des pays du Nord – cuisante ironie – peuvent devenir à leur tour des étrangers indésirables dans les pays du Sud, voire dans leur propre pays, comme l'ont vécu [ces Français en croisière interdits de débarquer à Marseille](#), pris au même piège que les passagers de l'*Aquarius* en 2018.

## Interdépendance

Il est bon que les Etats souverains cherchent à garantir sur leur sol certaines productions stratégiques pour la défense et la santé. Mais le souverainisme atteint ses limites avec les effets ruineux du confinement national et sous le coup des

décisions souveraines des autres pays. On ne perd pas son indépendance si, au lieu de fabriquer soi-même son pain, on l'achète chez son boulanger ; on entre en interdépendance et c'est ce qu'on appelle le marché, avec son lot de coopérations, d'échanges et de régulations. Ainsi en va-t-il des relations internationales, de l'intégration européenne ou des conventions internationales en matière de mobilité, de migration ou d'asile.

La tendance à franchir toujours plus les frontières n'est ni une mode ni une anomalie. C'est une lame de fond. Au nom de quoi voudrait-on dissuader les jeunes, les actifs ou les retraités de parcourir le monde ? La migration, à sa modeste échelle, participe de ce mouvement. Il faut réguler cette mobilité, c'est inévitable, mais on voit mal comment inverser la mondialisation croissante des voyages internationaux, sauf à rêver d'un confinement perpétuel.

Technique de lutte en temps d'épidémie, le confinement se dégrade en idéologie s'il allègue la protection sanitaire des nations pour viser les seuls migrants.

L'immigration zéro est un déni de réalité tout autant que le slogan « *no border* ». De la même façon, le rêve d'un monde fermant ses frontières à tous les étrangers n'est qu'un ruineux cauchemar. Une fois déconfiné, le monde continuera de circuler – et il y aura tout à voir.

**François Héran** est sociologue, anthropologue et démographe, titulaire de la chaire migrations et sociétés au Collège de France, ancien directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED) de 1999 à 2009, animateur de l'Institut Convergences Migrations. Derniers ouvrages parus : « *Avec l'immigration. Mesurer, débattre, agir* », (La Découverte, 2017) et *Migrations et sociétés* (Fayard, 2018).

**François Héran**(Sociologue, anthropologue et démographe)